

## Recherches sociographiques



Gérard BÉLANGER, *L'économie du secteur public*

Marc Termote

---

Volume 25, numéro 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056077ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056077ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Termote, M. (1984). Compte rendu de [Gérard BÉLANGER, *L'économie du secteur public*]. *Recherches sociographiques*, 25(1), 131–132.  
<https://doi.org/10.7202/056077ar>

cherchent cette preuve, qu'elle est favorable au camp du capital ; quand elle aura été abandonnée, cela signifiera qu'elle ne l'était pas assez.

Gilles GAGNÉ

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

Gérard BÉLANGER, *L'économie du secteur public*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1981, 321p.

Dans sa préface, l'auteur affirme avec raison qu'« il existe chez nous peu de travaux de science économique sur l'expansion rapide qu'a connue le secteur public depuis vingt ans et sur l'omniprésence gouvernementale dans l'économie du Québec ». Le présent ouvrage n'ajoute malheureusement que de façon très marginale à nos connaissances en ce domaine. En effet, cet ouvrage se limite, pour l'essentiel, à rassembler des textes déjà publiés antérieurement. Plus précisément, sur les dix-neuf chapitres qu'il compte, quinze ne sont rien d'autre que des articles de revue ou extraits de livres publiés entre 1971 et 1980, et trois reprennent des communications présentées entre 1970 et 1979 (dont l'une à un congrès du Parti progressiste-conservateur du Canada). Il ne reste donc qu'un seul chapitre, en l'occurrence le premier, d'ailleurs largement descriptif, qui soit « nouveau » : il s'agit d'une étude comparative des secteurs publics québécois et ontarien.

L'idée de rassembler des textes déjà publiés peut se défendre lorsqu'il s'agit d'un ensemble cohérent d'articles difficiles d'accès et dont la pertinence demeure toujours actuelle. Dans ce cas-ci cependant, on peut se demander si ces critères sont respectés. Six chapitres (soit un tiers du total) ont été publiés entre 1970 et 1974. Dans un domaine qui a évolué aussi vite que celui du secteur public, on peut se demander si des textes datant de plus de dix ans peuvent encore offrir un intérêt autre qu'historique. Ceci vaut particulièrement pour les chapitres sur le financement de l'enseignement supérieur au Québec (chapitre 7), sur la rentabilité des investissements en santé (chapitre 13) et sur la stabilisation économique (chapitre 19), qui ont été publiés respectivement en 1973, 1971 et 1971. Ces chapitres sont basés quasi exclusivement sur des données chiffrées relatives aux années 1960. Quand on connaît l'expansion et la restructuration considérables qu'ont prises au cours des années 1970 les dépenses de l'enseignement supérieur et de la santé ainsi que les relations économiques entre les États-Unis et le Canada, on peut se demander si une mise à jour n'edt pas été indiquée... Si l'on excepte le chapitre 1, la partie la plus récente est sans doute celle consacrée aux transports. Celle-ci reproduit en fait deux chapitres d'un livre que l'auteur a publié (en collaboration) en 1978, auxquels on a ajouté un extrait de l'*Annuaire du Québec* de 1977-1978. Qu'à trois ans d'intervalle les mêmes textes (près de cinquante pages au total) puissent se retrouver dans deux ouvrages différents nous semble une procédure discutable.

Rassembler des textes déjà publiés risque quasi inévitablement de donner lieu à des problèmes de cohérence et d'équilibre entre les diverses parties du tout ainsi construit *a posteriori*. On peut, par exemple, se demander s'il était justifié de consacrer trois chapitres à l'université alors que les autres secteurs de l'éducation sont absents, que la santé et le logement n'ont droit chacun qu'à un seul chapitre, et que le problème de la pollution est traité en un minuscule chapitre de cinq pages. En outre, la partie relative aux politiques macro-économiques ne comporte qu'un seul chapitre, datant de 1971, et consacré aux relations économiques entre le Canada (dans son ensemble) et les États-Unis.

Un auteur aussi prolifique que celui du présent ouvrage peut difficilement échapper à la répétition. C'est ainsi que l'on retrouve des chapitres qui commencent par exactement les mêmes

phrases (chapitre 3 et 5) et des pages entières qui sont reprises d'un chapitre à l'autre. Par exemple, la longue citation d'Adam Smith, aux pages 64-65, est répétée intégralement aux pages 83-84, la citation des pages 92-93 se retrouve dans le texte original anglais à la page 123, et les pages 124 à 127 reprennent quasi mot à mot les pages 88-91.

Ces critiques n'enlèvent évidemment rien à la qualité intrinsèque de chacun des articles et extraits d'ouvrages antérieurs rassemblés dans la présente publication. Pris séparément, chacun des textes publiés porte la marque de la compétence et de la rigueur scientifique de son auteur. Et même si un chapitre de conclusion et de synthèse nous eût semblé fort utile, certaines phrases éparpillées dans cet ouvrage constituent en fait une manière particulièrement courageuse et provocatrice de faire le bilan du rôle des économistes dans la gestion de la chose publique. Par exemple : « le rôle majeur des économistes qui œuvrent dans l'administration publique est de rationaliser des décisions déjà prises ou que d'autres sont en train de prendre. C'est d'ailleurs le même rôle que jouent les économistes universitaires dans leurs travaux commandités » (p. 61) ; et : « quand les chercheurs du Québec en sciences sociales quitteront-ils les perspectives moralisantes pour faire ce qu'ils doivent faire, soit l'étude positive des phénomènes sociaux ? » (p. 145).

Si donc l'objectif de cette publication se limite à mettre à la disposition du lecteur non averti un instrument d'initiation à l'analyse économique du secteur public, alors on peut conclure que le présent ouvrage a son utilité. Étant donné l'importance du domaine traité et la réputation de l'auteur, nous avons cependant osé espérer plus.

Marc TERMOTE

*INRS-Urbanisation,  
Université du Québec.*

Alfred COSSETTE, *La territorialisation de l'économie québécoise*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, 227p.

Le Québec n'est plus une société industrielle au sens strict du terme. À peine le quart de la population active œuvre aujourd'hui dans le secteur manufacturier. Depuis déjà plusieurs années, la vaste majorité des emplois se trouvent dans les services, les bureaux et les commerces, dans ce qu'il est convenu d'appeler « le tertiaire ». Cette transformation sociale, à certains égards aussi dramatique que naguère le passage de l'agriculture à l'industrie, n'a cependant pas encore suscité beaucoup d'analyses ou d'écrits ici.

Le livre d'Alfred Cossette répond donc à un besoin. Cependant, il n'y répond que très partiellement. Cela est en partie inévitable, à cause de la nature même du « tertiaire », domaine très vaste, hétéroclite et sans frontières fixes. Tout auteur qui s'y aventure sans prendre au préalable les précautions nécessaires pour circonscrire son objet d'analyse risque de se perdre dans des détails peu utiles ou encore, dans des efforts interminables de classement et de définition. Cossette nous propose un survol de l'ensemble du secteur tertiaire au Québec, tout en insistant sur ce que certains appellent le « tertiaire moteur ». Le titre du livre induit d'ailleurs en erreur, car cette étude n'est pas une analyse en profondeur du processus de tertiarisation de l'économie québécoise ou un examen des incidences de cette transformation, mais beaucoup plus un effort de description du secteur économique des activités tertiaires au Québec.

Il s'agit avant tout d'un livre d'information, plein de tableaux et de données tirés de sources diverses. Le secteur tertiaire au Québec est décrit et examiné sous plusieurs rubriques : la typologie